



HAL
open science

Démocratisation et „méritocratisation“ dans le processus de réforme des sociétés post-communistes

Pavel Machonin

► **To cite this version:**

Pavel Machonin. Démocratisation et „méritocratisation“ dans le processus de réforme des sociétés post-communistes : Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.4. halshs-01169504

HAL Id: halshs-01169504

<https://shs.hal.science/halshs-01169504>

Submitted on 29 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Pavel MACHONIN

Démocratisation et „méritocratisation“ dans le processus de reformě des sociétés post-communiste

Référence électronique / electronic reference :

Pavel Machonin, « Démocratisation et „méritocratisation“ dans le processus de reformě des sociétés post-communiste », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c3f/machonin_1994_democratisation_meritocratisation.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Démocratisation et « méritocratisation » dans le processus de réforme des sociétés post-communistes

Pavel Machonin

Je salue la formulation intéressante et nouvelle du thème de la conférence introductive de Pierre Kende, ainsi que son analyse clairvoyante du rôle de l'égalitarisme et de l'étatisme dans le passé récent et dans les transformations sociales en cours dans les sociétés d'Europe centrale et orientale. Cet élan de ma part a des raisons spécifiques, et même, en toute franchise, personnelles. L'enquête empiriquement fondée que j'ai publiée avec un groupe de sociologues sur la société tchécoslovaque des années soixante (« Ěskoslovenská společnost », Bratislava, 1969), nous avait en effet conduit, à l'époque, à désigner le système bureaucratique-égalitariste comme le principal obstacle à un développement constructif. Enrichi par d'autres connaissances empiriques, telles que ma propre expérience et les contributions de la génération suivante de sociologues, je suis parvenu à la conclusion que la substance sociale des pays prétendument socialistes tenait à leur agencement à la fois totalitaire et « anti-méritocratique » - en insistant sur la fonction réciproque des relations entre les éléments de cette double caractéristique. C'est pourquoi j'apprécie le fait que cette interprétation - y compris lorsqu'elle est formulée avec quelques nuances - se répande progressivement dans la littérature scientifique et se révèle être un thème clef pour notre conférence. Que ce phénomène se produise précisément maintenant a, d'après moi, une cause historique spécifique. Car ce sont justement les problèmes actuels, tenant aux transformations sociales post-communistes, et l'analyse nécessaire de leurs origines, qui doivent nous en faire prendre pleinement conscience: les principes non seulement étatiques, mais avant tout égalitaristes, ou - selon la formulation la plus courante - « antiméritocratiques », ont certainement été très profondément enracinés dans le psychisme social et le comportement quotidien des citoyens et des travailleurs dans les sociétés de « type soviétique ». Les événements actuels nous obligent donc, de façon plus pressante que d'ordinaire, à nous pencher sur le passé.

Pour ce qui concerne la société tchèque, je me rangerais à l'hypothèse de J.L. Fischer, selon laquelle la tradition égalitariste a ses racines dans l'histoire, en remontant au moins jusqu'au processus rapide de renaissance nationale au sein des couches populaires de la société. Je pense de plus que les changements structurels et les très importantes secousses sociales nés des pressions politiques et économiques de l'occupation allemande, ainsi que l'ensemble des processus sociaux - économiques, politiques et spirituels -, qui sont nés en réaction directe à l'occupation dans la période de l'immédiat après-guerre, ont mené, directement et indirectement, à ancrer l'égalitarisme comme valeur dans la conscience de la plupart des gens et dans la société.

Au cours du processus qui a mené à l'instauration d'un système social de type soviétique en février 1948 et dans les années suivantes, il me semble manifeste que **des motivations et des tendances antidémocratiques et égalitaristes se soient complétées et mutuellement soutenues**. Ce processus de transformation atteignit une **première apogée** dans la **première moitié des années cinquante**. Je pense qu'il y avait, parmi les vrais vainqueurs de classe de février 1948, des couches de population relativement larges, peu qualifiées, en particulier - mais pas uniquement - au sein des travailleurs manuels de quelques branches industrielles. C'est à leur profit, sans aucun doute, qu'a fonctionné pendant de longues années le mécanisme redistributif, « non-marchand », de l'économie tchécoslovaque. Ces couches étaient en fait - consciemment ou non - **l'appui social** des nouveaux dirigeants. Naturellement, ces derniers se transformèrent en bureaucrates de l'Etat et du parti; ils remplirent alors très vite dans leur intérêt les mots d'ordre égalitaristes et les principes originaux **d'un contenu « antiméritocratique » plus marqué**. Les privilèges qu'ils reçurent en occupant des postes de direction juteux et en distribuant des avantages matériels et moraux aux gens qui avaient un « mérite politique » ajouta manifestement au mécanisme redistributif une fonction contre-productive.

Après l'échec de quelques tentatives de réforme dans les années 1956-68, le régime de normalisation qui naquit après août 1968 se trouva dans un nouveau contexte politique; la symbiose entre le pouvoir

absolu antidémocratique de l'Etat totalitaire et la distribution antiméritocratique prit un nouveau sens. Cela mena à une **corruption sociale de masse**, impliquant quiconque était prêt à encourager ou du moins à tolérer le régime installé par l'intervention étrangère. Cela ne pouvait cependant se produire que dans une mesure décroissante, correspondant à l'épuisement puis au dépassement progressif des réserves économiques.

Il est un fait que la Tchécoslovaquie socialiste a été, pendant toute la durée de son existence, l'un des pays **au plus haut niveau de nivellisation de toute l'Europe**. En 1984, le coefficient de corrélation entre, respectivement le niveau de revenu individuel et le niveau d'instruction au sein de la population active masculine atteignait 0,19 ; entre le revenu et la complexité du travail 0,20 ; entre le revenu et le niveau culturel 0,08. Tout ceci signifie que la liaison réciproque entre ces caractéristiques sociales était (à l'échelle internationale) faible. L'on sait suffisamment bien de quelle façon **cette incitation au rendement dans le travail qui était trop faible, voire négative**, a mené à la stagnation et au retard, relatif puis finalement absolu, de l'économie tchécoslovaque.

A l'automne 1991, après deux années de changements démocratiques importants et alors que la réforme économique avait déjà dans ce temps accompli ses premiers pas, **la tendance nivellisatrice jouait encore pleinement**. La différenciation des revenus commença néanmoins à se manifester, tout d'abord par la hausse du niveau de vie du petit groupe des revenus élevés, surtout au bénéfice des personnes actives dans le secteur privé embryonnaire et dans quelques branches exceptionnelles comme la finance, le tourisme, ou encore la métallurgie etc. Le niveau de corrélation montrant l'étroitesse de la relation entre le revenu et l'instruction avait baissé à 0,20; celui entre le revenu et la complexité du travail à 0,17; et celui entre le revenu et le niveau culturel avait légèrement augmenté jusqu'à 0,11 (pour un échantillon de population répondant aux mêmes critères qu'en 1984). Il se manifestait déjà, bien sûr, une différenciation plus marquée des fortunes personnelles, dont la corrélation avec les variables du niveau culturel et de la qualification professionnelle était pourtant encore plus faible qu'avec la distribution des revenus.

D'après les recherches effectuées par l'équipe de Jiří Veěerník et d'après ma propre expérience, il est manifeste qu'au cours de l'année 1992 **la différenciation des revenus et probablement des fortunes** s'est accélérée, encore un peu plus au bénéfice des couches supérieures. Au même moment, le groupe de population menacé de pauvreté s'est progressivement élargi. Le succès individuel, obtenu grâce à l'ouverture du marché du travail ou par la constitution de nouvelles carrières politiques et bureaucratiques, joue une fonction essentielle dans la formation d'une classe sociale aisée. Le succès d'unités économiques (en particulier d'entreprises) et de branches et sous-branches entières éventuellement privées, dans un marché des biens et services et des capitaux très déformé et limité par des procédés monopolisateurs, est également très important. **Les caractéristiques sociales des individus et des ménages qui bénéficient de cette différenciation croissante sont, pour le moment, extrêmement mal connues**. En ce qui concerne la plus grande partie de la population, qui dépend du secteur d'Etat et du secteur coopératif, ce type de différenciation ne se manifeste cependant pas encore beaucoup.

Dans une contribution au débat aussi courte, il n'y a naturellement pas de place pour une analyse plus détaillée des causes et des particularités des phénomènes ci-dessus mentionnés. Quoi qu'il en soit, il faut se souvenir du fait que le dépassement des notions de nivellisation et de distribution «antiméritocratique» en est, dans ce pays, à son tout début, ce qui n'accélère évidemment pas le passage à l'économie de marché.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène exceptionnel. En juin 1991, les populations de neuf pays européens et des Etats-Unis ont été interrogées lors d'une enquête sur la justice sociale ; on leur a demandé leur opinion quant à l'importance objective dans la rétribution du travail des notions d'effort, d'intelligence, de qualification ou de savoir-faire dans leur pays. Les résultats sont absolument sans équivoque. Dans tous les anciens Etats socialistes, les gens, tout à fait sobrement et sincèrement, jugent ces notions considérablement moins importantes que les populations des quatre sociétés évoluées occidentales. En outre, il n'y a qu'en Bulgarie que l'on puisse trouver à cet égard une étroitesse d'esprit encore plus grande qu'en Tchécoslovaquie.

L'orientation première des transformations sociales dans ce pays est celle de la **démocratisation de la vie publique**, de l'enfoncement des barrières sociales qui séparaient, dans le système totalitaire, les dominants des dominés. La démocratisation ne peut bien sûr réussir en elle-même de façon durable; en dernière analyse et dans une perspective historique, une évolution allant dans le sens d'une amélioration de la qualité de la vie (y compris de l'élévation du niveau de vie de la population) doit accompagner cette démocratisation. Il est évident qu'une réforme économique radicale est indispensable dans cette

perspective. Nous sommes d'accord avec le fait qu'une des composantes obligées de cette réforme doit être une mise en valeur toujours plus grande des mécanismes de marché; ceci dépend, bien entendu, de la privatisation de l'économie.

D'après moi cependant, l'évolution des phénomènes mentionnés plus haut n'a de sens qu'en relation avec une vraie élévation du **rendement de l'économie**. Sans la prédominance, graduelle mais radicale, dans le comportement des individus et des agents économiques, d'un état d'esprit soucieux de rentabilité s'opposant à une mentalité de non ou d'anti-rentabilité, cela ne pourra être acquis. Le succès du développement d'un marché du travail, d'un marché des biens et services, et, éventuellement, d'un marché des capitaux, est aujourd'hui un test de rentabilité. C'est largement comme ceci que je conçois le processus que j'ai désigné comme la **«méritocratisation» de la société**, en accord avec une part considérable de la littérature sociologique. Je n'hésite pas à dire que ce processus est, à l'heure actuelle, toujours important, et qu'il constitue un phénomène clef dans les transformations sociales de l'ère post-communiste, comme l'est le processus de démocratisation de la société.

Il me semble enfin qu'une libéralisation totale de l'économie, avec une privatisation maximale, n'est d'ailleurs pas encore en mesure de résoudre **par elle-même** d'un seul coup ce problème clef de notre société. Ce n'est pas **n'importe quel** rétablissement des structures de classe et de propriété privée qui amènera automatiquement des changements au niveau du rendement. Et d'autre part, de tels changements dans les relations de propriété et de classe, qui favorisent, preuves à l'appui, les changements «pro-méritocratiques» et, avec eux, le caractère fonctionnel de l'économie, ont plus de chances de gagner le soutien de la population que des changements qui seraient leur propre fin. On devrait déterminer **les formes que la libéralisation et la privatisation doivent prendre** de telle façon que **montent progressivement le rendement de l'économie et l'état d'esprit soucieux de rentabilité des entreprises et des individus, et non pas l'inverse**. Ceci s'applique surtout aux interventions directes de l'Etat dans la politique salariale et évidemment à toute la politique sociale. On ne peut pas résoudre entièrement ce problème sans changements essentiels dans le domaine de l'éducation et **sans un grand changement dans le psychisme social et dans les valeurs de la population**. Ces changements ont également de remarquables potentialités, non exploitées jusqu'à présent, dans le domaine des communications de masse. Mais à vrai dire, le centre d'intérêt de la population est plutôt le problème de la redistribution des biens et des salaires, et ce sans lien avec un esprit soucieux de rentabilité.

Dans les pays évolués, qui connaissent une ère de stabilité sociale, la démocratie et la «méritocratie» se complètent et même, sans aucun doute, se stimulent mutuellement. Dans le contexte de changements sociaux profonds et rapides qui est le nôtre, le retard évident de la «méritocratisation» sur la démocratisation menace de mener à **un conflit très dangereux entre les deux processus**. Ce conflit peut prendre la forme d'un **détournement de la démocratie, sous l'influence de la population, tendant à freiner le processus de «méritocratisation»**. Cela peut aussi prendre la forme de **l'imposition, inconsiderée, irréfléchie, ayant une fin en soi, de changements économiques non démocratiques**, imposée autoritairement par l'Etat contre la volonté de la majorité de la population.

Seule la voie très étroite d'une **politique exceptionnellement circonspecte et conceptuelle** peut mener à un progrès équilibré tant de la «méritocratisation» que de la démocratisation; dans l'intérêt de la poursuite de la réforme économique, cette politique doit s'accompagner d'un renouvellement permanent du **consensus démocratique et social**.

L'une des tâches de la recherche sociologique est de perpétuellement surveiller le déroulement des processus dont il a été question, ce qui comprend le fait de lancer à temps et sans relâche des avertissements au sujet de possibles déséquilibres. La première condition en est ici la claire formulation de la substance du problème, à laquelle notre conférence contribuera sans aucun doute.